



LIBÉREZ MARWAN BARGHOUTI !

SIGNONS LA PÉTITION « Marwan Barghouti : l'espoir de la paix »



<https://nosrevolutions.fr/liberez-marwan-barghouti>

Une solution pour la paix entre Israéliens et Palestiniens

AGENDA CITOYEN

RASSEMBLEMENT

Cessez-le-feu immédiat !
Halte au massacre
en Palestine !

MARDI 19 DÉCEMBRE
à 18H00

Fontaine du centre-ville
Angle des rues Carnot
et des Jacobins
BEAUVAIS

AGENDA POLITIQUE

APPEL AUX DONS
de la Fédération de l'Oise
du Parti communiste français

Jusqu'au
JEUDI 28 DÉCEMBRE
si vous voulez que votre versement
soit comptabilisé sur l'année 2023

Siège du PCF Oise
8 rue de Beauvoisis - CREIL
Par chèques, en ligne ou bien en
espèces (voir l'encart joint à ce
numéro de Oise Avenir)

AGENDA POLITIQUE

VŒUX
de la Fédération de l'Oise
du Parti communiste français

MERCREDI 10 JANVIER
à 18H30

Salle Raymond-MAILLET
Siège du PCF Oise
8 rue de Beauvoisis - CREIL

Autour de la galette
et du verre de la fraternité

SOMMAIRE du n° 1390

- P. 2 - Édito de Thierry AURY « Paix ! »
- P. 3 - Grève des agent-es communaux-ales de Beauvais ; Campagne du PCF pour les salaires et les pensions ; Secours populaire français
- PP. 4-5 - Paroles de Palestinien-nes des camps de réfugié-es ; Cessez-le-feu
- PP. 6-7 - DOB au conseil départemental de l'Oise ; Loïc PEN et Roxane LUNDY au conseil régional des Hauts-de-France ; Beauvais au Cœur ; Assemblée des femmes du PCF ; Journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes
- P. 8 - Agenda ; Amicale de l'Oise des Vétérans du PCF Oise ; Espace Marx60

ENCARTS

- Carte de vœux du PCF Oise
- Appel à souscription

Oise Avenir

Magazine de la Fédération de l'Oise du PCF

8 rue de Beauvoisis - 60100 Creil

Courriel : pcf.oise@orange.fr

Tél : 03 44 55 27 96

<http://oise.pcf.fr>

Directeur de la publication : Thierry AURY

Rédacteur-riche-s : Thierry AURY, Marie France BOUTROUE, Bernard LAMIRAND, Martine PLEUCHOT

Conception graphique et maquette : PCF Oise

Photographies : Akli AOUAA, Thierry AURY, Catherine DAILLY, Martine PLEUCHOT, DR

Presse et communication : Thierry AURY - thierry.aur@wanadoo.fr

Impression PCF Oise - Tirage : 1 128 ex.

N° CPPAP : 0428 P 11491

**N'oubliez pas !
Nous avons besoin de votre...**

ABONNEMENT Oise Avenir

J'indique mes coordonnées :

Nom :

Prénom :

Adresse :

Code postal :

Ville :

Je choisis ma formule d'abonnement 1 an :

- RÉDUIT (étudiant, sans emploi) : 5 €
- NORMAL : 15 €
- SOUTIEN : 25 €

Je renvoie le chèque à l'ordre de « PCF Oise »

à l'adresse postale :

Oise Avenir - 8 rue de Beauvoisis - 60100 Creil

ÉDITO

EN CETTE APPROCHE des fêtes de Noël qui devraient être synonymes de trêve (on a en tête l'évangile de Luc « paix sur Terre aux hommes de bonne volonté »), ce sont des images terribles qui viennent de Gaza. C'est « l'enfer sur terre », a lancé le directeur de l'agence de l'ONU pour les réfugiés palestiniens dont les personnels et les équipements ont subi aussi les terribles bombardements israéliens. 12 000 bombes de 150 à 1 000 kg ont été larguées sur ce tout petit territoire à la densité de population la plus forte au monde. Au moins 25 000 mort-es dont une grande majorité d'enfants et de femmes, 75 000 blessé-es avec les ¾ des hôpitaux anéantis, la moitié des maisons détruites, 85 % des 2,4 millions d'habitant-es déplacé-es dans ce qui s'apparente à une nouvelle « nakba » (la « catastrophe »



Paix !

de 1948 avec ses 750 000 réfugié-es dont la plupart des Gazaouites sont les descendant-es). Le secrétaire général de l'ONU a exceptionnellement activé l'article 99, pour alerter d'une catastrophe humanitaire « aux conséquences irréversibles pour les Palestiniens dans leur ensemble et pour la paix et la sécurité dans la région » et 20 rapporteurs de l'ONU évoquent « un génocide en cours ». Face au soutien des USA sans qui Israël devrait arrêter ses bombardements faute d'armements, face à la passivité de la plupart des dirigeants occidentaux, face à la timidité de la France, il y a besoin d'amplifier la mobilisation citoyenne pour exiger un cessez-le-feu immédiat et la levée du blocus. Il faut cesser la coopération militaire avec Israël et suspendre son accord d'association avec l'Union européenne, tant que le droit international sera bafoué. Il faut exiger la libération des prisonniers politiques palestiniens, dont Marwan BARGHOUTI, le MANDELA palestinien, capable de porter les aspirations de son peuple et l'exigence de paix, pour une solution politique sur la base des résolutions internationales reconnaissant le droit des Palestiniennes à un État. Prenons partout des initiatives en ce sens !

D'autant que cette guerre s'inscrit dans un climat général de tensions qui menacent l'humanité. Non seulement les guerres détruisent des vies mais elles sont sources de destructions et de pollutions durables et engloutissent des sommes folles. Or la COP28 qui a pu aboutir sur un texte pointant clairement l'usage des énergies fossiles comme le principal responsable du réchauffement climatique, montre l'ampleur des efforts à faire pour parvenir à une baisse de 40 % des émissions de CO₂ d'ici 2030 indispensable pour contenir le réchauffement climatique à + 1,5 °C. Et, comme le pointe le PCF, « les choix que feront les pays en voie de développement, par leur poids démographique, vont être déterminants pour le futur : il faut se donner les moyens financiers et de coopération pour que ces pays puissent assurer leur développement tout en sortant des énergies fossiles. Pour cela l'aide à ces pays est cruciale : or les 100 milliards/an promis par les pays riches depuis 2009 peinent à se concrétiser quand l'OCDE souligne qu'il faudrait 1 000 milliards par an pour accompagner la transition écologique ». Une raison supplémentaire impérieuse de porter l'exigence de paix à Gaza et partout. Une cause vitale pour l'humanité loin des obsessions identitaires, xénophobes de l'extrême droite qui cultivent les haines et les divisions entre humains. Travaillons à rassembler largement pour relever ces défis et construire une humanité de liberté, de justice et de paix ! ■

Thierry AURY

BEUVAIS : LA GRÈVE DES AGENT-ES COMMUNALES CONTRAINT LE MAIRE À ACCORDER UNE HAUSSE DE 70 EUROS PAR MOIS !

Le 30 novembre, à l'appel de la CGT largement majoritaire et de la FSU, plusieurs centaines d'agent-es de la Ville de Beauvais étaient en grève et rassemblé-es devant la Mairie. Principalement des agent-es de la catégorie C, la plus nombreuse, la plus mal payée mais aussi celle qui est en première ligne, sur le terrain : agent-es de la restauration scolaire, des accueils de loisirs, des espaces verts et de la voirie, de l'entretien des écoles et bâtiments, atsem, agent-es d'accueil, etc. Mobilisé-es pour une hausse de leurs rémunérations face à la flambée de tous les prix qui a dévoré leur maigre pouvoir d'achat.

Après avoir traité par le mépris ce mouvement, en exerçant même un chantage sur les agent-es par un courriel à chaque agent-e, M. PIA et Mme CAYEUX ont été contraint-es de s'asseoir à la table des négociations et de concéder une hausse mensuelle de 70 euros de la prime IFSE pour les catégories C (+ 50 € pour les catégories B et A), et d'accepter le paiement des heures de grève. Une première avancée pour ces agent-es qui assurent chaque jour les services publics à la population et expriment avec force le manque de reconnaissance de la collectivité. Thierry AURY au nom des élu-es de gauche est allé discuter avec les agent-es et leur a apporté le soutien des élu-es de gauche.

TÉMOIGNAGES D'AGENT-ES EN GRÈVE

- une animatrice de centre de loisirs : 1 475 € avec 17 ans d'ancienneté, 2 enfants de 12 ans et 21 mois. « M. PIA nous propose 40 € de plus par mois, on fait quoi avec ça ? Un seul carton de couches c'est déjà 31,55 €, une boîte de lait pour bébé c'est 12,49 €. Je n'y arrive plus. Tout a augmenté. Je vais aller aux Restos du cœur si ça continue ! »
- un agent du service des espaces verts : 1 580 €, avec 20 ans d'ancienneté. « Nous travaillons par tous les temps mais mon boulot me plaît, nous travaillons pour que la Ville soit belle. Nous ne demandons pas la charité mais que nous soyons correctement payé-es pour pouvoir vivre. Quand M. PIA a été élu maire, lui il s'est tout de suite augmenté de 1 500 € par mois ! »

- une agente d'accueil : 1 480 €, avec 15 ans d'ancienneté. « Franchement je n'y arrive plus pour nourrir ma famille et payer tout ce qu'il faut payer. Je renonce à la viande, aux fruits, à m'acheter un parfum, des vêtements, à aller au cinéma une fois de temps en temps, je ne vais plus chez le coiffeur qu'une fois par an. Je pleure quand je passe à la caisse du supermarché quand je vois la facture alors que je n'ai pris que des promos et des premiers prix. C'est plus possible. »

- un agent vacataire des centres de loisirs. « Je viens en voiture, car j'habite à la campagne. Quand je vois le prix du plein d'essence, parfois je me dis que je travaille seulement pour payer le plein d'essence pour venir travailler. C'est dingue. »

LES COMMUNISTES EN ACTION POUR LE POUVOIR DE VIVRE

À Villers-Saint-Paul quatre militant-es communistes, Alain, Jean-Marie, Véronique et Virginie, sont allé-es à la rencontre d'habitant-es des HLM, de pavillons et au point fixe pour appeler à la signature de la pétition « Stop à la hausse des prix ». Elles-ils ont distribué le tract « Tout augmente, sauf les salaires » et ont reçu un très bon accueil. Souvent les personnes ont signé sans trop poser de questions car la majorité est d'accord avec le constat de grandes difficultés à « joindre les deux bouts ». Elles-ils acquiescent à nos propositions notamment sur l'augmentation des salaires et la répartition des richesses. Cependant certain-es se demandent si cela sert encore à quelque chose. D'autres signent et souhaitent savoir où vont les pétitions et quelle sera la suite. Avec les adresses, nous pourrions les contacter pour leur donner des informations sur la suite et la prochaine manifestation à Cora.

PCF OISE

Action pour le pouvoir d'achat et la hausse des salaires

SAMEDI 16 DÉCEMBRE, SAINT-MAXIMIN - De 14H00 à 16H00

Zone commerciale - Rond-point Cora

Pétition pour l'augmentation des salaires et des pensions disponible en ligne sur : <https://forms.gle/uAs9TakpCoLcFoza7>



LE SECOURS POPULAIRE FRANÇAIS, UNE ASSOCIATION QUI PLACE AU CŒUR DE SON ACTION LE SLOGAN « TOUT CE QUI EST HUMAIN EST NÔTRE »

Contrairement à ce que l'on croit, le Secours populaire ne distribue pas seulement de l'alimentation, un colis par mois et par famille ou retraité-e ou étudiant-e. Il renforce la solidarité généraliste par une réponse aux besoins essentiels (alimentaires, vestimentaires) par la garantie aux droits, aux soins, aux vacances, à la culture, au sport et aux loisirs, etc. Lors des inscriptions dans les antennes ou les comités de l'Oise, nous accueillons des personnes qui décrivent leur situation de privation et de peur du lendemain, des difficultés pour assurer les dépenses courantes alors que les prix ont encore augmenté. De nouvelles catégories de personnes viennent aussi au Secours populaire chercher du réconfort et retrouver leur dignité. Les bénévoles nombreux-euses sont à l'écoute des accueilli-es pour les réconforter, organiser la solidarité et les accompagner dans leur démarche d'accès aux droits. Lors de l'instruction des dossiers à l'inscription, les bénévoles retiennent les revenus et les dépenses. Ce sont uniquement les personnes ayant un revenu disponible de 10 euros par jour et par personne qui sont retenues. C'est une grande souffrance pour les bénévoles de devoir refuser une aide précieuse. Mais nous dépendons du fonds d'aide européen à l'alimentation pour les colis. Heureusement qu'à côté de ce colis, pour certain-es comités ou antennes, il y a une épicerie solidaire alimentée par les ramasses chez les commerçant-es. Près de 4 millions de personnes ont été aidées par le Secours populaire en 2022, en France et dans le monde. À titre d'exemple, à Beauvais, l'antenne accueille depuis le début de l'année 521 familles en plus, couvrant 1 120 personnes dont 56 % de femmes et filles.

Marie France BOUTROU
responsable départementale des antennes du SPF sur l'Oise

PAROLES DE PALESTINIEN·NES DES CAMPS DE RÉFUGIÉ·ES

AL'EXEMPLE DU JUMELAGE DE MONTATAIRE avec le camp de réfugié·es palestinien·nes de Dheisheh, à côté de Bethléem, en 1989, d'autres villes du Bassin creillois se sont jumelées : Nogent-sur-Oise avec Aïda et Creil avec Qadoura, en Cisjordanie, et Villers-Saint-Paul avec El Maghazi et Saint-Leu-d'Esserent avec Deir Al-Balah, dans la Bande de Gaza. Plusieurs militantes de l'Association pour le jumelage entre les camps de réfugiés palestiniens et les villes françaises (AJPF) nous ont transmis des témoignages que des ami·es habitant ces camps de réfugié·es sont parvenus à leur envoyer malgré les extrêmes difficultés. Parfois, elles n'ont eu depuis plus aucune nouvelle de ces ami·es...



Rassemblement sur le parvis de la gare SNCF de Creil le 17 novembre, à l'appel des associations de jumelage du Bassin creillois avec des camps de réfugié·es palestinien·nes.

1^{er} décembre : « Je suis Munther, je vis à Deir Al-Balah. La tension et l'inquiétude sont le dénominateur commun de toutes les familles. Nos maisons, si elles sont encore existantes sont remplies de personnes : ses habitants habituels, mais aussi des membres de nos familles ou des amis qui se sont réfugiés chez nous. Chez moi, il y a ma femme, mes trois enfants, ma mère de plus de 65 ans et ma sœur porteuse de handicap depuis sa naissance. Très rapidement nous avons dû accueillir dix personnes venant du Nord, les amis de mon épouse. Tous mes matins sont rythmés par chercher de la nourriture telle que de la farine, des légumes et de l'eau, je dois donc sortir très tôt chaque matin, malgré cela, il faudrait être extrêmement chanceux pour acheter quelque chose. Je suis intérieurement épuisé mais je dois continuer à rassurer et prendre soin de ma famille. »



Depuis, la maison de Munther a été bombardée le 8 décembre, elles-ils sont toutes en vie, une personne est blessée. Et c'est à leur tour de se réfugier chez des ami·es.

Transmis par Sihem

Messages de Jamal du camp de Deir Al-Balah :

« La situation à Gaza est très dangereuse et on ne sait plus où se mettre en sécurité. Ce qui nous fait souffrir le plus ici, ce sont les bombardements sur des habitations où se trouvent les populations civiles et des enfants. Malheureusement, ici à Deir Al-Balah, il y a eu d'horribles massacres. On recense des dizaines de martyrs dans les familles AL-KURD, ALNAJJAR, AL-BUHAISI, AL-AZAIZA et BARAKA, pour la plupart des femmes et des enfants, et la douleur est grande et intense. J'espère que cette guerre va cesser au plus vite. »

« J'ai le regret de t'informer que les massacres commis par l'occupation israélienne ont fait 28 martyrs dans la famille MUSA, la famille de Kamal, ancien membre du Deir-Al-Balah Club, mais aussi 17 martyrs dans la famille ABU SHUAIB, celle de notre ami Khaled ABU SHUAIB, directeur de la société civile de Deir Al-Balah pour l'aide et la réadaptation des personnes handicapées, ancien membre du comité des réfugiés de Deir Al-Balah. Une longue série de crimes ciblant enfants, écoliers, femmes, personnes âgées, jeunes hommes sans défense dans des rues bondées et quartiers résidentiels à proximité d'écoles, d'hôpitaux, et de services d'urgences et d'ambulances afin de semer la confusion chez les Palestiniens et de multiplier par deux le nombre de morts et de blessés parmi les civils. Transmets mon amical salut à tous nos ami·es en France. »

Transmis par Danièle DUCROS-PARTOUCHE, ancienne maire de Saint-Leu-d'Esserent



Repas solidaire le 3 décembre à Nogent-sur-Oise, organisé par l'association Nogent Aïda.



Affichage sur le fronton de la mairie de Nogent-sur-Oise du portrait d'Anas ABU SROUR, directeur du centre des jeunes du camp d'Aïda, emprisonné arbitrairement.

Message de Najma : « Le camp de réfugiés d'El Maghazi est détruit et ma maison aussi. Nous nous sommes réfugiées vers le sud. Ma petite de 7 ans sursaute à chaque bruit. Pour l'instant la priorité c'est de survivre dans cet enfer, de se nourrir, avoir de l'eau et du gas-oil pour produire de l'électricité. » Najma raconte avoir besoin de soutien psychologique. De nombreuses ami·es l'appellent lorsque c'est possible et cela lui donne de l'espoir.

Transmis par Marie France BOUTROUE



Avis aux volontaires

Il reste un stock d'affiches à la Fédération qui permettent d'afficher notre solidarité avec le peuple palestinien.

Message de Wajih ELAYASSA : « Le camp de Dheisheh est l'un des camps établis après la Nakba en 1948. Les réfugiés du camp venaient de 45 villages différents qui avaient été forcés de quitter leurs maisons à la recherche d'un endroit plus sûr. Aujourd'hui, environ 10 000 personnes vivent dans le camp sur moins d'un kilomètre. La plupart des habitants du camp ont été emprisonnés au moins une fois. Depuis le 7 octobre, plus de 200 jeunes ont été arrêtés. L'armée envahit le camp chaque nuit et blesse de nombreux jeunes, dont certains deviennent handicapés. Deux jeunes ont même été assassinés. La semaine dernière, l'armée a pénétré dans le centre de l'IBDAA en brisant toutes les portes, en emportant des tasses et en détruisant des ordinateurs et des tables. Aujourd'hui, le chômage a augmenté et de plus en plus de personnes ne peuvent pas se rendre à leur travail à cause de la fermeture des routes. »

Transmis par Romane TUIL



Marche pour un cessez-le-feu en Palestine le 7 décembre, au départ de l'UTC Compiègne, avec la conseillère départementale Catherine DAILLY, Thierry AURY et Lucie SAUBAUX qui avaient fait le déplacement et qui ont eu de nombreux échanges dans cette ville où le précédent rassemblement, le 28 octobre, avait été interdit.



Ensemble, faisons entendre notre voix pour la cause palestinienne

Le comité de jumelage Montataire-Dheisheh vous invite à partager une photo avec le hashtag #CessezLeFeuPalestine et à exprimer votre solidarité et votre appel au cessez-le-feu en incluant un petit texte dénonçant ce génocide.

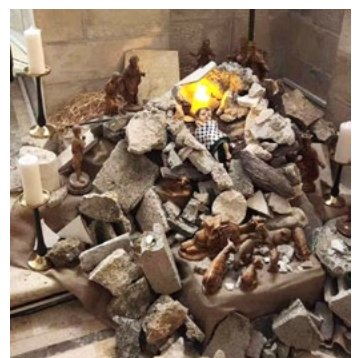
Envoyez vos photos avant le 22 décembre à l'adresse mail : jumelagemontatairedheisheh@gmail.com

Les municipalités de Creil, Montataire, Saint-Maximin et Villers-Saint-Paul ont voté des motions demandant un cessez-le-feu

Ainsi le 13 novembre, à l'unanimité, le conseil municipal de Montataire exprime sa solidarité envers tous les civils affectés par le conflit et condamne toute forme de violence dirigée contre les civils ; appelle le gouvernement israélien et son armée à cesser immédiatement les bombardements intenses et disproportionnés sur les civils de Gaza, à respecter les droits de l'homme et à faciliter un accès humanitaire urgent ; appelle à la libération des otages ; demande à la communauté internationale, et particulièrement au gouvernement français, de jouer un rôle actif en favorisant un cessez-le-feu immédiat et en supervisant les négociations de paix. La municipalité insiste sur la création d'un État palestinien et sur le retour des réfugiés palestiniens car la résolution de ce conflit nécessite une solution politique, excluant tout recours excessif à la violence contre les civils.



Lecture de poèmes à Nogent-sur-Oise, à proximité de l'olivier de la paix, planté à l'arrière de la mairie.



Crèche solidaire avec Gaza, installée dans une église de Bethléem.

LOÏC PEN ET ROXANE LUNDY SIÈGENT DÉSORMAIS AU CONSEIL RÉGIONAL DES HAUTS-DE-FRANCE

Suite aux élections sénatoriales de septembre 2023 et à la règle du non-cumul de mandats pour plusieurs nouveaux parlementaires dont Alexandre OUIZILLE, Loïc PEN, élu communiste à Nogent-sur-Oise et Roxane LUNDY élue Génération.s à Beauvais, qui figuraient toutes deux sur la liste régionale de gauche conduite par Karima DELLI en 2021, siègent désormais au Conseil régional.

Une bonne nouvelle pour la gauche oisienne puisque toutes les deux avaient réussi à rassembler largement dans leur ville toutes les forces de gauche et écologistes aux dernières municipales, et y incarnent la possibilité pour 2026, d'une alternative progressiste aux gestions des maires macronistes.

Toutes les deux ont fait des interventions remarquées pour leur arrivée, ce 23 novembre, dans l'assemblée régionale, sur deux motions :

- Roxane LUNDY sur la question de l'aéroport de Beauvais-Tillé où elle a demandé la transparence sur le projet de concession pour 30 ans et de doublement du trafic ;
- Loïc PEN sur la question de la pénurie de médicaments et la nécessité de la mise en place d'un pôle public du médicament comme le demande un rapport sénatorial.



CONSEIL DÉPARTEMENTAL OISE : CATHERINE DAILLY ET JEAN-PIERRE BOSINO MONTENT AU CRÉNEAU SUR LE BUDGET.

Le 16 novembre, lors du débat d'orientation budgétaire (DOB), l'évolution inquiétante de la situation financière du Département et plusieurs choix contestables de la majorité de droite ont été pointés.



L'élue communiste, présidente du groupe de la Gauche unie, a relevé les marges financières de plus en plus étroites de la collectivité : avec un énorme recul des droits de mutation à titre onéreux (DMTO) que perçoit le Département (55 millions de moins en deux ans !) en raison de la chute du marché de l'immobilier « sous l'effet de la hausse des taux d'intérêt et de la baisse de pouvoir d'achat des classes moyennes » ; avec des dotations de l'État qui stagnent alors que l'inflation galope ; et avec la perte de tout levier fiscal depuis la suppression de la part de la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) que le Département percevait auparavant. Par contre, certains postes de dépenses flambent comme celui de l'énergie avec des dépenses en électricité qui seront près de deux fois supérieure en 2024 par rapport à 2022 et des prix du gaz, qui sont trois fois supérieurs à ceux de 2019, naviguent au gré du marché, et ne sont plus atténués par le « bouclier tarifaire » supprimé par le gouvernement.

Autre dépense insupportable, celle des taux d'intérêts bancaires qui vont augmenter les charges financières à un montant de 19,5 millions (+ 11 millions par rapport à 2022 soit + 130 % en 2 ans !) : 19 millions versés aux actionnaires des banques et qui vont manquer pour des dépenses utiles dans l'Oise et qui contraignent le Département à puiser dans ses réserves (l'épargne brute budgétaire devrait baisser de près de 10 millions par rapport à 2023) et à emprunter davantage à des conditions très défavorables...

Dans les deux cas, inflation et hausse des taux d'intérêts, ce sont les conséquences directes de la course sans fin à la rémunération toujours plus forte du capital, des actionnaires, des financiers qui font payer leur appétit de profits aux salariées, aux consommateur·rices, aux collectivités publiques.

Face à cette situation, les élu·es de gauche ont proposé une mise à contribution forte des superprofits du CAC 40 qui permettrait d'abonder les budgets publics à l'opposé de la relance des politiques d'austérité du gouvernement qui demande la « participation des collectivités à l'effort de redressement des finances publiques » : une proposition sur laquelle la présidente Nadège LEFEBVRE et sa majorité LR sont restées muettes.

Ce resserrement des marges financières est aggravé dans l'Oise par des choix contestables de la droite : ainsi le financement très coûteux du centre de supervision départemental (CSD) dans le cadre de la généralisation des systèmes de vidéosurveillance sur la voie publique développés depuis plusieurs années ; Jean-Pierre BOSINO a plusieurs fois pointé l'inefficacité de ces dispositifs qui accompagnent de surcroît le désengagement de l'État en matière de sécurité publique, compétence régalienne, et a renouvelé sa demande d'une étude d'évaluation des résultats de la vidéosurveillance, étude refusée par la présidente. Autre choix contestable, celui de la participation, pourtant facultative, aux dépenses d'investissement des établissements scolaires privés. Dans le même temps, le Conseil départemental a mis en place une nouvelle méthode de calcul des dotations aux collèges, qui vise surtout à faire des économies budgétaires : plusieurs collèges se plaignent du non-remplacement ou de la non-réparation ou du nombre insuffisant de matériels pédagogiques comme les « classes mobiles » avec ordinateurs.

Toujours sur l'Éducation, les élu·es de gauche ont renouvelé leur proposition, de tarifs au quotient familial pour la restauration scolaire afin de permettre que chaque enfant mange au moins un bon repas par jour, alors qu'une enquête officielle publiée en octobre 2022, sur les indices de position sociale (IPS) des écoles et collèges français-es montrait les très

fortes disparités sociales entre les établissements scolaires dans l'Oise.

Concernant l'action sociale, une des principales compétences du Département, Catherine DAILLY a souligné les carences des politiques actuelles : par exemple, une enquête récente de l'Association des directeurs au service des personnes âgées (AD-PA), a classé l'Oise comme un « département où il ne fait pas bon vieillir » car n'ayant pas augmenté sa dotation aux Ehpad et aux services à domicile.

Enfin, l'élue communiste s'est inquiétée du manque d'ambitions du Département en faveur de la lutte contre le réchauffement climatique, avec par exemple, de faibles investissements pour le développement d'un important réseau cyclable sécurisé qui favoriserait les alternatives à la voiture dans les déplacements du quotidien, et la fin programmée au 31 mars 2024, de l'aide à l'acquisition de vélo comme si les objectifs avaient été atteints...

« BEAUVAIS AU CŒUR » : UNE NOUVELLE ÉNERGIE POUR BEAUVAIS !

Le 2 décembre, s'est tenu le premier séminaire de Beauvais au Cœur, l'association créée par les quatre élu-es de gauche et écologistes de Beauvais, Roxane LUNDY, Thierry AURY, Dominique CLINCKEMAILLIE et Grégory NARZIS pour mener des actions sur les sujets locaux avec les citoyennes et citoyens et préparer avec eux l'avenir de la ville-préfecture de l'Oise.

Travail, écoute et convivialité étaient au rendez-vous de cette journée qui a réuni plus d'une centaine de participant-es, d'âge, d'expériences et de sensibilités diverses, pour échanger à partir des préoccupations des Beauvaisien-nes et de leurs idées pour mieux vivre dans notre ville.

Objectif : rassembler largement pour préparer une alternative progressiste, sérieuse et crédible à la gestion municipale de droite à bout de souffle, après 22 ans de cayeutisme.



Roxane LUNDY et quelques ami-es de Beauvais au Cœur.

CINQ FEMMES COMMUNISTES DE L'OISE AU SIÈGE DU PCF...

Ce 9 décembre, cinq camarades de l'Oise, Chahinaise, Döndü, Martine, Mirjana et Yvette, militantes et pour trois d'entre elles élues, ont participé à une assemblée nationale des femmes communistes en responsabilité. Pour Chahinaise et Döndü, c'était une première sous la célèbre coupole de la place du Colonel Fabien. Dans une ambiance joyeuse, colorée, la journée fut ponctuée de multiples échanges, en plénière ou dans des ateliers, avec témoignages de femmes, expérimentées ou débutantes, avec difficultés et réussites.



La délégation est arrivée au Colonel Fabien pour l'assemblée des femmes du Parti.

Ainsi Michelle DEMESSINE, très écoutée, parla de son féminisme « populaire », elle qui fut ministre du tourisme (ayant à cœur de permettre aux familles populaires de bénéficier de ces temps qu'on n'oublie pas). Il est aussi demander de faire remonter les actions des associations féministes.

Hélène BIDARD, élue parisienne et Shirley WINDEN, co-animatrices de la commission féminisme et communisme au Conseil national du PCF, informent qu'elles sont disponibles pour venir dans les départements.

Une belle journée motivante pour relancer les initiatives communistes dans l'Oise, en direction et avec les femmes, avec la commission féminisme animée par Lucie SAUBAUX, au sein du PCF Oise.

STOP AU CYCLE SANS FIN DES VIOLENCES CONTRE LES FEMMES ! AGIR POUR QUE LA VIE DES FEMMES NE SOIT PLUS CLASSÉE SANS SUITE !

À Beauvais, ce 25 novembre, un rassemblement était organisé à l'appel de la CGT et de la FSU, dans le cadre de la Journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes.



Le PCF est totalement partie prenante de cette indispensable mobilisation au quotidien, toute l'année, pour faire reculer partout, toutes les violences sexistes et sexuelles, et pour promouvoir une véritable égalité de droits entre femmes et hommes et la fin de toutes les discriminations de tous ordres.

Le PCF revendique notamment que des moyens importants soient mis par l'État pour avancer en ce sens, car les « bonnes paroles annuelles » de MACRON, ne suffisent pas quand une femme est tuée tous les trois jours en France !

Ainsi la Fondation des femmes estime à 2,6 milliards d'euros par an le budget minimum que l'État devrait consacrer à la protection des victimes de violences conjugales, sexistes et sexuelles en France, quand il n'y met que 184,4 millions...

La Justice est aujourd'hui dans l'incapacité d'assurer la sécurité des femmes par manque d'investigation : 80 % des plaintes pour viol classées sans suite ; moins de 1 % d'entre elles aboutit à une condamnation ; 80 % des plaintes des victimes de féminicide classées sans suite.

Le PCF formule des propositions pour la sécurité des femmes, contre toutes les formes de violences, à retrouver sur :

<http://oise.pcf.fr/126901>

DU CÔTÉ DES VÉTÉRAN-ES DE L'OISE DU PCF

L'assemblée générale des Vétérans de l'Oise s'est tenue le 3 décembre, avec la participation de 37 camarades.

Ce fut un bon moment de rencontres, d'échanges et de fraternité. Nous avons pu observer de la qualité, de la sérénité et de l'écoute lors des prises de parole sur les différents thèmes abordés :

- l'identité du Parti et la question du rassemblement : quelle alternative à gauche pour le rassemblement et comment recréer quelque chose puisque nous avons quitté la Nupes ;
- une camarade a tenu à souligner la place des femmes dans le Parti et l'Amicale des Vétérans de l'Oise ;
- les retraites et l'affaiblissement du pouvoir d'achat ;
- l'extrême droite et sa banalisation ;
- le journal *l'Humanité* avec son rôle permettant la réflexion et l'apport d'arguments sur toutes les questions sociales et politiques ;
- le conflit entre Israël et la Palestine ;
- la panthéonisation de Mélinée et Missak MANOUCHIAN le 21 janvier 2024. À cette occasion, le Parti, l'Amicale des Vétérans et la Mémoire militante et la Jeunesse communiste seront présentes sur le parcours avec l'objectif d'une présence de 500 camarades ;
- la campagne des Européennes 2024 avec notre camarade Léon DEFFONTAINES comme tête de liste ;
- les témoignages dans le cadre du centenaire du Parti, avec un rappel à celles et ceux qui ne l'auraient pas encore fait qu'il n'est pas trop tard. L'importance de ceux-ci tant pour ce que chacun-e a vécu par rapport à son engagement militant à travers toutes ces années, que pour la transmission car c'est une page de l'histoire du Parti.



À l'issue de cette assemblée le bureau de l'Amicale départementale a été élu à l'unanimité : Jean-Claude BARRAT, Alain BLANCHARD, Christiane CARLIN, Jacques CLAUX, Claire FABRE, Guy HAMONIER, Jacques MOODY et Martine PLEUCHOT. Il a été proposé que deux camarades femmes puissent être cooptées en cours d'année afin d'atteindre la parité. Chacun-e a pu repartir avec sa carte des vétérans. Pour rappel il n'y a pas de timbres mais nous devons être à jour de nos cotisations.

S'en sont suivis un apéritif et un repas apprécié par tout le monde, accompagné par un petit groupe musical qui a permis quelques reprises



de chansons et la danse. Tout ceci dans la bonne humeur et une grande convivialité. Nous étions 40 et la souscription a rapporté au total 2 201,50 €.

Martine PLEUCHOT

AGENDA - PCF OISE

Sortie culturelle « Ce que la Palestine apporte au monde »

DIMANCHE 17 NOVEMBRE, PARIS

Rendez-vous à la gare SNCF de Creil à 10h45

Programme :

- déjeuner à proximité de la gare du Nord, dans un restaurant libanais (à charge des participant-es)
- de 14h15 à 15h45, Institut du monde arabe. Visite guidée de l'exposition temporaire « Ce que la Palestine apporte au monde ». Possibilité de poursuivre par la visite des collections permanentes, jusqu'à 18h00 (entrée 16 euros ; 6 euros pour les moins de 18 ans)
- 19h05, départ de la gare du Nord direction Creil, arrivée à 19h39

Inscription en précisant : nom, prénom ; possession ou pas de carte TER Hauts-de-France ; besoin ou pas de tickets de métro ; réservation ou pas au restaurant libanais

randoh.idf@gmail.com - 06 80 91 86 75

AGENDA - AUTRES INITIATIVES

ESPACE MARX OISE

Assemblée générale

SAMEDI 20 JANVIER, SAINT-MAXIMIN

Salle Mandela - 1 rue de l'Abbé Jules-Martin

Suivie d'un apéritif-débat

ESPACE MARX OISE AU CŒUR DE L'ACTUALITÉ

Espace MARX Oise existe depuis plus de dix ans et *Oise Avenir* a toujours marqué son intérêt pour les rencontres débats organisées chaque mois sur des sujets de société.

Cette année 2023 a été particulièrement dense et les sujets à débattre n'ont pas manqué. Le dernier trimestre a vu se suc-

céder plusieurs conférences avec une assistance de plus en plus nombreuse.

En octobre, Yann Bosc, agrégé d'histoire à l'université de Rouen, biographe de ROBESPIERRE, est venu expliquer celui qui fut au cœur de la naissance de la République et il a pu éclairer et rétablir l'honneur de ce grand révolutionnaire tant vilipendé par la réaction y compris jusqu'à aujourd'hui. Nous avons découvert une autre image que celle que l'on nous avait apprise à l'école comme celle de « l'homme de la Terreur ». Un grand moment d'histoire sûrement ; et le stock de livres de l'auteur sur ROBESPIERRE a vite été épuisé.



En novembre, ce fut un autre éclairage, celui que nous a livré dans un superbe diaporama, Bernard THIBAUT, ancien secrétaire général de la CGT et du Bureau international du travail, concernant des statistiques sur la population mondiale, par exemple sur la pauvreté dans le monde, par continent ; la façon dont sont réparties les richesses créées et leur accaparement par quelques milliardaires. Bernard THIBAUT a commenté de manière simple mais précise des chiffres qui montrent à quel point pauvreté et misère sont la conséquence d'un véritable rapt de ceux qui dominent ce monde et particulièrement, les grandes multinationales. Le diaporama sera bientôt édité avec le débat auquel ont participé une quarantaine de syndicalistes du Beauvaisis.

Enfin, nous avons conclu cette année avec un retour sur la fameuse « Charte d'Amiens » qui a fondé la démarche de classe de la CGT et de son indépendance par rapport au politique : un sujet qui fait toujours actualité et le débat n'y a pas manqué. Cette conférence de Gilbert GARREL, président de l'Institut d'histoire sociale de la CGT sera disponible en début 2024.

Tou-ttes les lecteur-rices de *Oise Avenir* sont invité-es à l'assemblée générale qui décidera du nouveau cycle de conférences débats qui reprendra dès février 2024.

Bernard LAMIRAND

président de l'association Bernard DE LA SALA - Espace MARX Oise



*« Puissent les mots, enfin limpides,
nous laisser entrevoir les fenêtres ouvertes*

*Puisse le temps se hâter avec nous,
et apporter notre lendemain dans ses bagages. »*

Extrait du recueil
La terre nous est étroite et autres poèmes (2000)
de Mahmoud DARWICH, poète palestinien (1941-2008)



8 rue de Beauvois
60100 CREIL



03 44 55 27 96



pcf.oise@orange.fr



   pcfoise60



<http://oise.pcf.fr>

La Fédération de l'Oise du Parti communiste français,
son Conseil départemental & son Secrétaire départemental

vous souhaitent leurs

meilleurs vœux

de santé, de bonheurs personnels, de réussite dans vos projets
et de succès dans nos luttes et actions communes
pour un monde et une société de paix, de justice et de liberté sur une planète vivable

et vous invitent aux

vœux du PCF Oise

le mercredi 10 janvier 2024 à 18h30

au siège de la Fédération

conclus par la galette républicaine et le verre de la fraternité

Face à la puissance des forces de l'argent...

NOUS AVONS BESOIN D'ARGENT !

L'argent est le nerf de l'action : nous avons donc besoin du soutien financier le plus large, par le versement de cotisations au PCF, par le reversement des indemnités des élu-es (c'est une fierté de pouvoir dire que nos élu-es ne s'enrichissent pas de leur mandat !), par vos dons quel qu'en soit le montant, petit ou grand !

La multiplicité des actions à mener face au pouvoir macroniste (campagne pour les retraites, pour le pouvoir d'achat, contre les régressions sociales et les atteintes aux libertés et aux droits, etc.), le combat contre une extrême droite menaçante, les mobilisations pour la Paix et la solidarité internationale, nos initiatives solidaires comme les Journées à la mer, la réussite de l'événement majeur qu'est la Fête de l'Humanité, tout cela nécessite de l'argent. Nous abordons également une année 2024 très importante sur le plan politique avec les élections européennes et la campagne que nous mènerons avec Léon Deffontaines.

Pour cela, plus que jamais nous avons besoin de votre soutien financier.

C'est l'occasion de dire

un grand MERCI à celles et ceux qui ont versé en 2023

et nous ont permis de nous exprimer, d'agir, d'aider aux luttes, de mener nos initiatives comme cette belle action solidaire de la « Journée pour le droit aux vacances ».

MERCI aux adhérent-es-cotisant-es au PCF qui ont versé 35 011 €* de cotisations,

MERCI aux ami-es et camarades qui ont versé 107 316 €* de dons :

AURY Claude • AURY L. • AURY Nicolas • AURY Olivier • AURY Thierry • BAILLEUX Françoise • BARAT Jean-Claude • BECART LIGNIER Dominique • BEGHIN Pierre • BLANCHARD Alain • BONIVAR Didier • BOTHEREAU Bruno • BOULANGER Hélène • BOURY CALLU Annette • BOUTROU Alain • BOYENVAL Chantal • BROCHOT Daniel • BRUGEVIN Frédérique • CARLIN Christiane • CESBRON Florence • CESBRON Yvette • CHINOT René • CHRETIEN Danielle • CLAUX Jacques • CLAUX BOTHEREAU Elodie • CLINCKEMAILLIE Dominique • COURTIN Claude • COURTIN Jean • DAILLY CARLIER Nicole • DEFLERS Alain • DEFLERS Marie-Thérèse • DESPREZ Christophe • DOMENECH Isabelle • DUCHAUSSOIS Séverine • DURAND Dominique • FEDASZ Elisabeth • GAINON Christophe • HAMONIER Guy • HELARY Jean-Yves • JOVET Danièle • LAMIRAND Bernard • LAMOURET Stéphanie • LANDAS Frédérique • LANGLET Jean-Michel • LAPIERRE ATHON Françoise • LEFEVRE Patrice • LEFRANC Fatima • LEFRANC Michel • LEMERCIER Marie-Claude • LEVEQUE Guy • LTEIF BOUVERNE Salim • LUNDY Roxane • MAHEO Robert • MASURE Hélène • MATUSZAK Sophie • MESPLEDE Frédéric • MOIGNARD Jean-Louis • MORIN Boris • NICLOUX Marie-Christine • NOEL Pascal • PAREL Christian • PEN Loïc • PEN Michel • RIVIERE Jean-Luc • RODRIGUES Lina • SAUBAUX Lucie • TAUPIN Nadège • THOMAS Francis • WISSMANN Michel

MERCI aux élu-es ayant reversé une part de leurs indemnités pour un montant de 62 255 €* :

ALKAYA Döndü • AURY Thierry • BEGHIN Pierre • BELOUAHCHI Zinndine • BLARY Michel • BOSINO Jean-Pierre • BOUKHACHBA Karim • CARPENTIER Jean-Marc • DAILLY Catherine • D'INCA Pascal • DUPUIS Denis • GAINON Christophe • HAUTDEBOURG Gérard • KHOULA Ammar • MACUDZINSKI Serge • MARTIN Fabrice • MAUGER Philippe • RIVIERE Jean-Luc • ROBERT Jean-Michel • SENET Jenifer • SVITEK Brigitte

* à la date du 6 décembre 2023

**Nous lançons donc un APPEL À CELLES ET CEUX QUI N'ONT PAS ENCORE VERSÉ
ET À CELLES ET CEUX QUI PEUVENT FAIRE UN NOUVEAU VERSEMENT.**

Vous pourrez bénéficier, si vous êtes imposable, d'une déduction fiscale de 66 % sur votre impôt sur le revenu (100 € versés à ADF-PCF = 66 € déduits de la somme à payer pour l'impôt sur le revenu).

VERSEMENTS

• **par CHÈQUES** à l'ordre d'« ADF-PCF OISE »
et à envoyer à PCF OISE – 8 rue de Beauvoisis 60100 CREIL

• **EN ESPÈCES**
• **EN LIGNE** <https://www.payasso.fr/pcf-oise/dons>



ATTENTION : pour que votre versement soit comptabilisé en 2023, il faut impérativement qu'il arrive au siège de la fédération PCF Oise au plus tard le 28 décembre 2023 !